Relevé des avis du Comité Social Territorial

le mardi 26 novembre 2024

Présents :

Représentants des autorités territoriales :

- Monsieur Lucien MULLER, Président du Centre de Gestion ;
- Monsieur Antonin BOXBERGER, Juriste au Centre de Gestion (*suppléant avec voix délibérative*) ;
- Madame Annick BRAESCH, Directrice générale adjointe au Centre de Gestion ;
- Madame Denise BUHL, Maire de la Commune de Metzeral ;
- Monsieur Michel HABIG, Président du SCOT Rhin – Vignoble – Grand Ballon ;
- Monsieur Guy JACQUEY, Maire de la Commune d'Orbey ;
- Monsieur Gilles RENDLER, Directeur général des services au Centre de Gestion ;
- Monsieur Mathieu ROECKEL, Responsable par intérim des services juridique & carrières au Centre de Gestion (*suppléant avec voix délibérative pour les points 1 A., 6 à 12 sauf 9 C.*).

Représentants du personnel :

- **F.A.F.P.T. :**
 - Madame Laure LAPLAGNE, Rédacteur ppal de 1^{ère} classe à la Commune de Niedermorschwihr (*suppléante avec voix délibérative*) ;
 - Madame Pascale ROGG, Attaché ppal à la Communauté de communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach (*suppléante sans voix délibérative*) ;
 - Madame Béatrice SERRA, ATSEM ppal de 1^{ère} classe à la Commune de Pulversheim ;
 - Monsieur Romuald WESSANG, Attaché à la Commune de Pfaffenheim ;
 - Madame Christiane ZINDY, Attaché à la Commune de Niederentzen.
- **C.G.T. :**
 - Madame Patricia CANGEMI, ATSEM ppal de 1^{ère} classe à la Commune de Sainte-Croix-en-Plaine ;
 - Madame Nathalie KERN, ATSEM ppal de 1^{ère} classe à la Commune d'Illfurth ;
 - Madame Bénédicte VIROULET, Attaché ppal de conservation du patrimoine à la Commune de Biesheim (*suppléante sans voix délibérative*).

- **F.O. :**
 - Madame Marion PERETTI, Attaché à la Commune de Raedersheim.

Excusés :

Représentants de l'autorité territoriale :

- Monsieur Jean-Marie FREUDENBERGER, Maire de la Commune de Wittersdorf ;
- Madame Elisabeth SCHNEIDER, Maire de la Commune de Bergheim.

Représentants du personnel :

- Monsieur Michel BIRKÉ, Adjoint technique ppal de 2^{ème} classe à la Commune de Neuf-Brisach ;
- Madame Katia RAMSTEIN, Adjoint administratif ppal de 2^{ème} classe à la Commune d'Ungersheim.

Autres :

- Docteur Fabrice CABASSET, Santé au Travail 68 ;
- Docteur Christine MOTTI, STSA ;
- Monsieur Julien BAEUMLIN, assistant de prévention au PETR Pays du Sundgau.

Participaient également :

- Madame Marie-Laure BUTTERLIN, Gestionnaire Comité Social Territorial au Centre de Gestion ;
- Madame Virginie FAVRY-FRANTZ, Gestionnaire contrats d'assurance groupe au Centre de Gestion ;
- Monsieur Franck MOUGEL, Responsable du service Prévention des Risques Professionnels au Centre de Gestion ;
- Madame Séverine SCAVAZZA-GOBRON, Chargée de prévention / ACFI au Centre de Gestion.

La réunion se tient à la salle polyvalente « La Vigneraie » à Wettolsheim.

Point 1 : Approbation du procès-verbal de la réunion du Comité Social Territorial du 17 septembre 2024

Suivi des avis rendus

Demande du syndicat CGT

A. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL DU 17 SEPTEMBRE 2024

- Les représentants du personnel émettent un avis favorable à l'unanimité pour l'approbation du procès-verbal de la réunion du 17 septembre 2024.
 - Les représentants des autorités territoriales émettent un avis favorable à l'unanimité pour l'approbation du procès-verbal de la réunion du 17 septembre 2024.

B. SUIVI DES AVIS RENDUS

C. DEMANDES DU SYNDICAT CGT : REGLEMENT DES ATSEM

Lors de la dernière réunion du Comité Social Territorial en date du 17 septembre 2024, la mission de surveillance des élèves au portail des écoles par les ATSEM en période VIGIPIRATE a été évoquée et une question était restée en suspens concernant l'évaluation de cette activité dans le cadre du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).

Le DUERP a vocation à recenser de manière exhaustive l'ensemble des risques professionnels exposant les agents au cours de leur activité de travail, ainsi, si la mission de surveillance au portail exercée dans le cadre du plan VIGIPIRATE est réalisée par un agent de la collectivité, cette activité et les risques inhérents doivent faire l'objet d'une évaluation dans le DUERP.

Lors de la même réunion et par courriel en date du 17 septembre 2024, le syndicat CGT a émis le souhait que le règlement de travail des ATSEM soit modifié suite à l'évolution des missions confiées à ce personnel (ex. : mission de surveillance aux entrées et sorties des établissements scolaires, encadrement d'ateliers pédagogiques en autonomie, suivi de la propreté des enfants, surveillance des enfants en cas d'absence d'un professeur des écoles).

Il n'est pas possible pour le CDG 68 de répondre en 2025 à cette demande : ses services seront en effet fortement mobilisés sur la protection sociale complémentaire avec la mise en œuvre d'un accord collectif local avec les partenaires sociaux.

Point 2 : Projet de construction et d'aménagement de locaux de travail

A. COMMUNE D'APPENWIHR

- Les membres du Comité Social Territorial prennent acte et ne formulent pas d'observations complémentaires.

B. COMMUNE D'EGUISHEIM

- Les membres du Comité Social Territorial prennent acte et ne formulent pas d'observations complémentaires.

Point 3 : Inscription au registre de santé et de sécurité au travail : PETR Pays du Sundgau

- Les membres du Comité Social Territorial prennent acte et ne formulent pas d'observations complémentaires.

Point 4 : Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels : commune de Niedermorschwihr

- Les membres du Comité Social Territorial prennent acte et ne formulent pas d'observations complémentaires.

Point 5 : Accidents de service

A. COMMUNE DE BUSCHWILLER

- Les membres du Comité Social Territorial prennent acte et ne formulent pas d'observations complémentaires.

B. COMMUNE D'ORBÈY

- Les membres du Comité Social Territorial prennent acte et ne formulent pas d'observations complémentaires.

Point 6 : Commune de Vieux-Thann

A. ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

- Les représentants du personnel sursoient à l'unanimité à émettre un avis concernant le projet relatif à l'organisation du temps de travail tel que présenté par la commune de Vieux-Thann. Ce projet devra être représenté à une prochaine séance du Comité Social Territorial.
- Les représentants des autorités territoriales sursoient à l'unanimité à émettre un avis concernant le projet relatif à l'organisation du temps de travail tel que présenté par la commune de Vieux-Thann. Ce projet devra être représenté à une prochaine séance du Comité Social Territorial.

B. TEMPS D'HABILLAGE / DESHABILLAGE / DOUCHE

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis défavorable concernant le projet de délibération relatif à la prise en compte du temps d'habillage – déshabillage et douche tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis défavorable concernant le projet de délibération relatif à la prise en compte du temps d'habillage – déshabillage et douche tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.

Le point ayant recueilli un avis défavorable à l'unanimité des représentants du personnel, il devra être soumis à nouveau aux membres du Comité Social Territorial conformément à l'article 91 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021).

C. JOURNEE DE SOLIDARITE

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de délibération relatif aux modalités d'accomplissement de la Journée de Solidarité tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de délibération relatif aux modalités d'accomplissement de la Journée de Solidarité tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.

D. REGIME DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet d'instauration des Autorisations Spéciales d'Absence tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet d'instauration des Autorisations Spéciales d'Absence tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.

E. PROTOCOLE DU TEMPS DE TRAVAIL

- Les représentants du personnel sursoient à l'unanimité à émettre un avis concernant le projet de protocole du temps de travail tel que présenté par la commune de Vieux-Thann. Ce projet devra être représenté à une prochaine séance du Comité Social Territorial.
- Les représentants des autorités territoriales sursoient à l'unanimité à émettre un avis concernant le projet de protocole du temps de travail tel que présenté par la commune de Vieux-Thann. Ce projet devra être représenté à une prochaine séance du Comité Social Territorial.

F. INSTAURATION D'UN REGIME D'ASTREINTE

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant le projet fixant les modalités d'astreinte tel que présenté par la commune de Vieux-Thann, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet fixant les modalités d'astreinte tel que présenté par la commune de Vieux-Thann, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

G. DETERMINATION DES CRITERES D'EVALUATION DE LA VALEUR PROFESSIONNELLE

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant le projet de délibération relatif à la détermination des critères d'évaluation de la valeur professionnelle dans le cadre de l'entretien professionnel tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de délibération relatif à la détermination des critères d'évaluation de la valeur professionnelle dans le cadre de l'entretien professionnel tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.

H. INSTAURATION D'UNE PRIME D'INTERESSEMENT A LA PERFORMANCE COLLECTIVE DES SERVICES

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant le projet relatif à la mise en œuvre d'une prime d'intéressement à la performance collective des services tel que présenté par la commune de Vieux-Thann, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet relatif à la mise en œuvre d'une prime d'intéressement à la performance collective des services tel que présenté par la commune de Vieux-Thann, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

I. INSTAURATION DES TITRES-RESTAURANT PAR CARTE

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de délibération relatif à la modification du règlement intérieur d'attribution des titres-restaurant tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de délibération relatif à la modification du règlement intérieur d'attribution des titres-restaurant tel que présenté par la commune de Vieux-Thann.

J. PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE MISSION

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de délibération relatif aux conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement et de mission tel que présenté par la commune de Vieux-Thann, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de délibération relatif aux conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement et de mission tel que présenté par la commune de Vieux-Thann, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

K. PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR

- Les représentants du personnel sursoient à l'unanimité à émettre un avis concernant le projet de règlement intérieur tel que présenté par la commune de Vieux-Thann. Ce projet devra être représenté à une prochaine séance du Comité Social Territorial.
- Les représentants des autorités territoriales sursoient à l'unanimité à émettre un avis concernant le projet de règlement intérieur tel que présenté par la commune de Vieux-Thann. Ce projet devra être représenté à une prochaine séance du Comité Social Territorial.

Point 7 : Organisation, fonctionnement des services et évolution des administrations

A. REGIME DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE : COMMUNE D'OTTMARSHEIM

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le régime des Autorisations Spéciales d'Absence, tel que présenté par la commune d'Ottmarsheim sous réserve de la prise en compte des observations formulées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le régime des Autorisations Spéciales d'Absence, tel que présenté par la commune d'Ottmarsheim sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

B. PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR : ADAUHR ATD ALSACE

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de règlement intérieur tel que présenté par l'ADAUHR ATD Alsace, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de règlement intérieur tel que présenté par l'ADAUHR ATD Alsace, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

Point 8 : Lignes Directrices de Gestion (LDG) en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels

A. MISE A JOUR DU MODELE LDG PROPOSE PAR LE CENTRE DE GESTION INTEGRANT LA BONIFICATION D'ANCIENNETE FACULTATIVE DES SECRETAIRES GENERAUX DE MAIRIE

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant la conservation de l'attribution d'un avis favorable par délégation, sous réserve que les collectivités territoriales et établissements publics relevant du CST utilisent le modèle de Lignes Directrices de Gestion approuvé, intégrant les nouvelles dispositions relatives à l'avancement spécifique d'ancienneté facultatif des secrétaires généraux de mairie.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant la conservation de l'attribution d'un avis favorable par délégation, sous réserve que les collectivités territoriales et établissements publics relevant du CST utilisent le modèle de Lignes Directrices de Gestion approuvé, intégrant les nouvelles dispositions relatives à l'avancement spécifique d'ancienneté facultatif des secrétaires généraux de mairie.

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable pour dispenser les communes souhaitant mettre à jour les Lignes Directrices de Gestion pour ce seul motif, de solliciter un nouvel avis du Comité Social Territorial.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable pour dispenser les communes souhaitant mettre à jour les Lignes Directrices de Gestion pour ce seul motif, de solliciter un nouvel avis du Comité Social Territorial.

B. COMMUNE DE BURNHAUPT-LE-HAUT

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de Lignes Directrices de Gestion intégrant la bonification d'ancienneté facultative des secrétaires généraux de mairie, tel que présenté par la commune de Burnhaupt-le-Haut.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant le projet de Lignes Directrices de Gestion intégrant la bonification d'ancienneté facultative des secrétaires généraux de mairie, tel que présenté par la commune de Burnhaupt-le-Haut.

Point 9 : Orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire

A. INSTAURATION DE L'INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT (ISFE) POUR LES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE

- a) commune de Bergheim
- b) commune de Dannemarie
- c) commune d'Eguisheim
- d) commune d'Habsheim
- e) commune d'Horbourg-Wihr
- f) commune de Masevaux-Niederbruck
- g) commune de Munster
- h) commune de Neuf-Brisach
- i) commune d'Orbey
- j) commune d'Ottmarsheim
- k) commune de Richwiller
- l) commune de Sainte-Croix-en-Plaine
- m) commune de Turckheim
- n) commune de Vieux-Thann
- o) commune de Volgelsheim
- p) commune de Wettolsheim
- q) commune de Willer-sur-Thur

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant l'instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) pour les agents de police municipale telle que présentée par les communes énumérées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant l'instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) pour les agents de police municipale telle que présentée par les communes énumérées.

Pour les communes d'Orbey et de Wettolsheim, les avis recueillis sont les suivants :

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant l'instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) pour les agents de police municipale telle que présentée par les communes d'Orbey et Wettolsheim.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité des membres votants un avis favorable concernant l'instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) pour les agents de police municipale telle que présentée par les communes d'Orbey et Wettolsheim.

B. INSTAURATION DES TITRES-RESTAURANT

a) commune de Niederhergheim

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant l'instauration des titres-restaurant telle que présentée par la commune de Niederhergheim.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant l'instauration des titres-restaurant telle que présentée par la commune de Niederhergheim.

b) PETR Pays Rhin – Vignoble – Grand Ballon

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant l'instauration des titres-restaurant telle que présentée par le PETR Pays Rhin – Vignoble -Grand Ballon.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant l'instauration des titres-restaurant telle que présentée par le PETR Pays Rhin – Vignoble -Grand Ballon.

c) SMF SCOT Rhin – Vignoble – Grand Ballon

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant l'instauration des titres-restaurant telle que présentée par le SCOT Rhin – Vignoble -Grand Ballon.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité des membres votants un avis favorable concernant l'instauration des titres-restaurant telle que présentée par le SCOT Pays Rhin – Vignoble -Grand Ballon.

C. PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – PREVOYANCE : MISE EN ŒUVRE D'UN ACCORD COLLECTIF LOCAL

Le principe du renouvellement de la convention de participation Prévoyance a reçu un avis favorable du Comité Social Territorial en date du 21 novembre 2023.

Lors de la séance du 13 février 2024, les membres du Comité Social Territorial ont été informés de la prolongation de la convention de participation Prévoyance en cours jusqu'au 31 décembre 2025.

Il convient désormais d'engager les travaux pour le renouvellement de la convention au 1^{er} janvier 2026.

La réforme de la Protection Sociale Complémentaire lancée par l'ordonnance du 17 février 2021 relative à la PSC dans la fonction publique n'est pas finalisée.

Le dispositif réglementaire devrait être amené à se renforcer compte tenu des dispositions actées dans l'accord national collectif portant réforme de la PSC des agents publics territoriaux signé le 11 juillet 2023 entre les employeurs territoriaux et les organisations syndicales représentatives au CSFPT.

Cet accord a pour objectif de renforcer la protection sociale des agents face aux risques de la vie et en particulier en matière de prévoyance.

Il introduit notamment des garanties « socles » au bénéfice des agents, à savoir :

- des risques couverts a minima et un niveau de couverture minimal ;
- la généralisation de l'adhésion obligatoire aux dispositifs de couverture des risques en matière de prévoyance au moyen d'un contrat collectif ;
- une participation minimale de l'employeur de 50 %, sur la base des garanties minimales définies par l'accord en matière de prévoyance.

Pour être pleinement effectif, cet accord appelle une transposition législative et réglementaire.

Sans méconnaître les difficultés liées aux retards pris dans la transposition de l'accord, et forts de l'engagement pris par le Gouvernement à le transposer, les signataires de l'accord indiquent, dans une FAQ datée du 4 juin 2024, qu'il « *appartient dorénavant à chacun localement de se saisir par le dialogue social de ces avancées que la loi viendra dans tous les cas consacrer* ». Les conventions de participation à renouveler doivent s'inspirer des stipulations de l'accord afin d'anticiper leur mise en conformité, qui s'imposera dans tous les cas.

Ainsi, dans l'attente de la transposition de cet accord dans les textes législatifs et réglementaires, les évolutions introduites par l'accord national du 11 juillet 2023 ont vocation à être déclinées dans le cadre du dialogue social local.

À ce titre, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion a décidé dans sa séance du 15 octobre 2024 de mettre en œuvre un accord collectif local dont l'objectif est, à l'issue, de définir les orientations (garanties minimales, participation, conditions d'adhésion, etc.) du cahier des charges pour la prochaine consultation.

La finalité est :

- de répondre au plus près des besoins en couverture d'assurance des agents ;
- d'offrir un haut degré de protection du maintien de salaire en garantissant des coûts maîtrisés ;
- d'assurer aux collectivités la mise en place d'une convention de participation dans le respect du cadre législatif et réglementaire et dans le respect du dialogue social.

La mise en place d'un accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire est encadrée par le Code général de la fonction publique.

Cette démarche nécessite un certain nombre de formalités.

- a) *Recueillir les autorisations des collectivités pour permettre au Président du Centre de Gestion d'engager les discussions et de conclure l'accord*

Conformément à l'article L224-2 du CGFP, le Président du Centre de Gestion peut être autorisé par une autre autorité administrative à conduire les négociations et, sous réserve qu'elle en approuve préalablement les stipulations, à conclure un accord.

Les comités sociaux territoriaux des collectivités concernées devront être consultés pour avis sur l'adhésion à la démarche initiée par le CDG.

Le Président du Centre de Gestion est autorisé à négocier et à conclure l'accord (L224-3 CGFP) pour les collectivités ne disposant pas d'un Comité Social Territorial.

L'objectif est de définir le périmètre de l'accord collectif local et du futur contrat.

b) Mettre en place un comité paritaire de pilotage et de suivi

Un comité paritaire de pilotage et de suivi doit être désigné. Il est composé de membres désignés par les organisations syndicales représentatives qui disposent d'au moins un siège au comité social territorial du périmètre concerné par l'accord et de représentants des autorités territoriales, dans le respect des règles déontologiques et de prévention des conflits d'intérêts. Il peut être assisté de personnes qualifiées.

Son rôle est d'arrêter l'accord de méthode, de construire et conclure l'accord collectif local en vue de l'établissement du cahier des charges.

Ce même comité sera chargé du suivi de la mise en place des dispositions de l'accord collectif local.

Pour la composition du comité paritaire de pilotage et de suivi, il est proposé aux membres du Comité Social Territorial de retenir un représentant par organisation syndicale représentative du périmètre potentiel c'est-à-dire FAFPT, CGT, CFDT, FO et UNSA (1 titulaire + 1 suppléant) et autant de représentants des employeurs.

c) Mettre en place un accord de méthode

Un accord de méthode engageant les signataires peut être conclu préalablement à l'engagement d'une négociation (CGFP L222-2).

Cet accord de méthode définit notamment les modalités de mise en place du dispositif de pilotage de la démarche, le périmètre, les modalités, et le calendrier des discussions, etc.

d) Engager les discussions – Conclure un accord collectif local

Les discussions doivent permettre d'aboutir à un accord collectif local pour le renouvellement de la convention de participation Prévoyance.

L'accord collectif local doit tenir compte des dispositions réglementaires en vigueur et anticiper les dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023.

Pour que l'accord collectif local soit valide, il doit être signé par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives ayant recueilli au moins 50 % des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles.

Plusieurs réunions de travail seront à prévoir dont la première, programmée le 12 décembre, portera sur l'accord de méthode.

Un courrier sera adressé au plus vite aux organisations syndicales représentatives afin qu'elles désignent un(e) représentant(e) et sa/son suppléant pour intégrer le Comité paritaire de pilotage et de suivi et signer l'accord collectif local.

- **Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable pour la mise en œuvre d'un accord collectif local en matière de protection sociale complémentaire – prévoyance.**
- **Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable pour la mise en œuvre d'un accord collectif local en matière de protection sociale complémentaire – prévoyance.**

Point 10 : Protection de la santé physique et mentale, hygiène, sécurité des agents dans leur travail, organisation du travail, télétravail, enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, amélioration des conditions de travail et prescriptions légales y afférentes

A. INSTAURATION DU TELETRAVAIL

a) commune de Bettlach

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant la mise en place du télétravail telle que présentée par la commune de Bettlach.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant la mise en place du télétravail telle que présentée par la commune de Bettlach.

b) commune de Dannemarie

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant la mise en place du télétravail telle que présentée par la commune de Dannemarie sous réserve de la prise en compte des observations formulées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant la mise en place du télétravail telle que présentée par la commune de Dannemarie sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

c) commune de Linsdorf

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant la mise en place du télétravail telle que présentée par la commune de Linsdorf.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant la mise en place du télétravail telle que présentée par la commune de Linsdorf.

d) commune de Rouffach

- Les représentants du personnel émettent à la majorité un avis favorable concernant la mise en place du télétravail telle que présentée par la commune de Rouffach.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant la mise en place du télétravail telle que présentée par la commune de Rouffach.

B. PROJET DE CHARTE INFORMATIQUE : COMMUNE D'OTTMARSHEIM

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable concernant la mise à jour de la charte informatique telle que présentée par la commune d'Ottmarsheim, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable concernant la mise à jour de la charte informatique telle que présentée par la commune d'Ottmarsheim, sous de la prise en compte des observations formulées.

Point 11 : Autres questions

Formation : Plan de formation commune de Gueberschwihr

- Les représentants du personnel émettent à l'unanimité un avis favorable au Plan de formation 2024 de la commune de Gueberschwihr sous réserve de la prise en compte des observations formulées.
- Les représentants des autorités territoriales émettent à l'unanimité un avis favorable au Plan de formation 2024 de la commune de Gueberschwihr sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

Point 12 : Divers

Présentation des avis et notifications d'avis formulés par délégation au nom du Comité Social Territorial

➤ Les membres du Comité Social Territorial prennent acte et ne formulent pas d'observations complémentaires.

Colmar, le 12 décembre 2024

Le Président
du Comité Social Territorial

SIGNÉ

Lucien MULLER
Président du CDG 68

Le secrétaire de séance

SIGNÉ

Gilles RENDLER
Directeur du CDG 68

Le secrétaire adjoint de séance

SIGNÉ

Romuald WESSANG
Attaché à la Commune de Pfaffenheim